PS : Jean-Pierre Sueur très attendu

EMBLÈME

Il est le patriarche, celui qui, par son parcours émaillé de plusieurs mandats locaux et nationaux durant les 31 dernières années, fait figure d'emblème socialiste au plan local. Amusé par l'attention qu'on porte à tous ses gestes et mots à l'aube des élections municipales, Jean-Pierre Sueur répète inlassablement qu'il s'exprimera quand il l'aura décidé, ne laissant à personne le soin de le contraindre à anticiper une parole qui sera probablement déterminante. Mots choisis d'un homme vers qui tous les regards se tournent à l'approche de 2014.

L'hebdO : *Concernant les élections municipales, si vous ne souhaitez pas vous exprimer sur le fond, avez-vous néanmoins une opinion sur le sujet de la désignation et de cette primaire ouverte proposée par Baptiste Chapuis ?*

Jean-Pierre Sueur : On me prête quantité de sentiments et d'appréciations. Mais je m'exprimerai sur le sujet des municipales le moment venu.

L'hebdO : *Pourtant, le poids supposé de vos mots, sur les candidats déclarés ou sur ceux à venir, fait de vous un homme incontournable de cette primaire à gauche. Que pensez-vous de cette position que l'on vous attribue ?*

Jean-Pierre Sueur : C'est me faire beaucoup trop d'honneur. J'ai été maire d'Orléans pendant 12 ans, député, ministre…

© Logostylish - Fotolia.com

Pour Orléans, il faut faire confiance aux générations qui montent.

Je suis très heureux d'avoir mené à bien certains projets. Élu sénateur au premier tour, président de la commission des lois, la politique n'a jamais été pour moi une affaire individuelle. Pour Orléans, il faut faire confiance aux générations qui montent.
Le second mandat de l'actuelle majorité municipale – accompagnée par la présidence de l'agglomération – s'essouffle, et l'action de ce second épisode se traduit par une ligne de tramway livrée avec retard et confirmant également que nous avions raison de faire la première.
Il y a aussi ce projet d'Arena duquel je suis opposé à son lieu d'installation prévu (l'île Arrault).

Je suis pour un grand équipement sportif à Orléans. Mais encore faut-il en définir les dimensions et les fonctionnalités avec les sportifs eux-mêmes.
Et enfin on peut parler de la démolition de 18 immeubles rue des Carmes, avec une incohérence sur les raisons mêmes de cette évolution urbanistique. Oui, Orléans a besoin d'un nouveau souffle.

L'hebdO : *Les trois élections législatives partielles que nous venons de vivre, avec un premier tour très défavorable aux candidats de la majorité présidentielle, vous laissent quels sentiments ?*

DR CONSTRUCTION JACQUES FERRIER ARCHITECTURES POPULOUS

Je ne sais pas ce qui se passera en 2014 ou en 2015. Le plus important est qu'ils réussissent.

Jean-Pierre Sueur : Ne majorons pas la signification de ces élections partielles. Elles sont, en règle générale, toujours défavorables à la majorité du moment. Cela dit, je considère que ce Gouvernement et le président François Hollande font beaucoup, dans une période très difficile. Il y a déjà une impulsion très forte avec un projet de loi de finances juste et courageux. Il y a beaucoup plus de justice fiscale dans celui-ci en opposition aux précédentes. Mais il est vrai que l'on demande toujours plus à la gauche qu'à la droite, laquelle a peu fait en dix ans.

L'hebdO : *Pensez-vous qu'il pourrait en être de même en 2014 ?*

Jean-Pierre Sueur : Je ne sais pas ce qui se passera en 2014 ou en 2015. Le plus important est qu'ils réussissent. On a décidé d'une politique qui soit juste et courageuse, laquelle sera mise en place tout au long du quinquennat. Ma petite expérience me laisse penser que l'on a toujours raison de faire ce que l'on croit devoir faire. L'histoire juge toujours. Pour ce qui me concerne, j'ai connu beaucoup de critiques, mais il ne faut pas avoir le nez collé au guidon. C'est ce qui donne sens à la politique.

L'hebdO : *Après l'épisode Florange, vous êtes plutôt Montebourg ou Ayrault ?*

Jean-Pierre Sueur : J'ai toujours été rocardien, influencé par Delors et Mendès France. C'est-à-dire pour le plus de solidarité possible dans une économie ouverte, parce que c'est la réalité. Il aurait été, sur cette affaire, préférable qu'il y eût plus de cohérence. Tirons-en les leçons.

Je serai opposé à ceux qui disent que l'État ne doit pas intervenir. Et je serai tout aussi en opposition à ceux qui estiment que l'État doit tout faire. Tout simplement parce que l'État ne le peut pas.

Propos recueillis par Philippe Hadef